

La souscription de 1945 au Québec pour la création de stations radiophoniques françaises dans l'Ouest

Alain Canuel

Numéro 18, 2022

Varia

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1089182ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1089182ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Canuel, A. (2022). La souscription de 1945 au Québec pour la création de stations radiophoniques françaises dans l'Ouest. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (18), 137–154.
<https://doi.org/10.7202/1089182ar>

Résumé de l'article

Cet article retrace les principaux événements qui ont permis la réalisation d'une souscription en faveur de la radio française dans l'Ouest. Grâce à l'appui de l'Église catholique et des élites sociales du Canada français de même que des représentants de communautés francophones aux États-Unis, la souscription de 1945 représentera un succès. Cette action concertée est menée par le Conseil de la vie française, organisme central qui sert la cause de la culture française au Canada et aux États-Unis, ainsi que par Radio-Ouest-Française, qui représente les trois provinces de l'Ouest. Les sommes recueillies lors de la souscription servent à financer les stations radiophoniques françaises en dehors du Québec et à assurer ainsi la sauvegarde de l'identité et de la culture canadiennes-françaises dans l'Ouest.

La souscription de 1945 au Québec pour la création de stations radiophoniques françaises dans l'Ouest

Alain Canuel

Chercheur indépendant

Résumé

Cet article retrace les principaux événements qui ont permis la réalisation d'une souscription en faveur de la radio française dans l'Ouest. Grâce à l'appui de l'Église catholique et des élites sociales du Canada français de même que des représentants de communautés francophones aux États-Unis, la souscription de 1945 représentera un succès. Cette action concertée est menée par le Conseil de la vie française, organisme central qui sert la cause de la culture française au Canada et aux États-Unis, ainsi que par Radio-Ouest-Française, qui représente les trois provinces de l'Ouest. Les sommes recueillies lors de la souscription servent à financer les stations radiophoniques françaises en dehors du Québec et à assurer ainsi la sauvegarde de l'identité et de la culture canadiennes-françaises dans l'Ouest.

Abstract

This article traces the main events that made it possible to make a subscription for French radio in the West. Because of the support of the Catholic Church and social elites in French Canada as well as representatives of French-speaking communities in the United States, the 1945 subscription was a success. This concerted action is led by the Conseil de la vie française, a central body that serves the cause of French culture in Canada and the United States, as well as by Radio-Ouest-Française, which represents the three western provinces. The sums collected during the subscription are used to finance French radio stations outside Quebec and thus ensure the preservation of French Canadian identity and culture in the West.

L'étude des minorités canadiennes-françaises au cours du 19^e siècle a fait l'objet de nombreuses approches tant linguistiques, culturelles, économiques, éducationnelles, que juridiques¹. Parmi ces ouvrages, certains ont permis de mieux saisir les interactions entre les minorités des provinces et, par extension, leurs rapports étroits avec le Québec. Notre propos se situe dans le sillage de ces études en faisant ressortir l'entraide et la solidarité des Canadiens français face aux difficultés que rencontrent certains de leurs compatriotes. Les souscriptions, ainsi dénommées à l'époque, constituent une source de revenus qui permet à diverses organisations d'amasser des fonds et de leur venir en aide.

Notre analyse met l'accent sur le Conseil de la vie française, qui a pour mission « le soutien et la défense des intérêts nationaux des populations de langue française et le maintien des traditions de l'esprit français en Amérique du Nord » (Verrette, 1949, p. 3). Tout comme lors de la souscription de 1943 pour le journal *L'Évangéline* de Moncton, au Nouveau-Brunswick, la participation des élites sociales et religieuses, d'organismes communautaires, des médias et de la population en général demeure la clé de voûte la mission. Les démarches qui conduisent à la réussite de cette entreprise contribuent à la sauvegarde de l'identité canadienne-française, fondée sur la foi et la langue :

Cet appel à la solidarité n'est pas qu'une simple tentative de justifier l'appui du Québec aux autres communautés. Il cherche à associer toutes les communautés francophones au combat fondamental du Canada français, celui de la lutte pour le maintien de ses caractéristiques identitaires, bref celui de la bataille de la survivance. (Martel, 1998, p. 10-11)

Lors de sa visite en juillet 1943 dans l'Ouest, Adrien Pouliot, président du Conseil de la vie française (1940-1945) et membre du Bureau des gouverneurs de CBC/Radio-Canada, rencontre divers représentants canadiens-français. Il en revient avec la ferme conviction que le Québec doit aider ses compatriotes à établir des stations de radio françaises. Comment leur venir en aide financièrement? Comment organiser une collecte de fonds sans susciter une polémique dans ces provinces? Comment convaincre les membres du Bureau des gouverneurs, à majorité anglophone, du bien-fondé de stations françaises dans l'Ouest? Dans un contexte de tensions élevées, quelle stratégie déployer pour dissiper les préjugés de race, de langue et de religion? Notre analyse met en relief certains événements qui ont une incidence sur la souscription de 1945, tels le renouvellement du mandat de Pouliot à titre de membre du Bureau des gouverneurs ou encore la levée de boucliers des orangistes qui s'en prennent à la religion catholique et à la langue française.

Bien que l'Église catholique représente une institution d'encadrement social et religieux pour les communautés francophones à travers le pays, son action ne saurait suffire pour

1. À titre d'exemple, citons l'ouvrage collectif de Joseph Yvon Thériault (1999), qui regroupe une série de présentations consacrées à la géographie, l'histoire, la socioéconomie, le politico-juridique, l'éducation et la culture. Cependant, la publication de Marcel Martel (1997) demeure la référence essentielle de notre propos.

assurer le succès d'une collecte de fonds, d'autant plus que la radio est vue par ses détracteurs comme un instrument de l'Église catholique, qui cherche à dominer le pays et menace l'unité nationale (Levasseur-Ouimet, 1999, p. 96). Dans cette perspective, l'appui des élites sociales du Canada français devient essentiel pour faire contrepoids aux idées reçues, assurer un leadership au sein des trois provinces de l'Ouest et coordonner toute action avec le Conseil de la vie française².

À cet égard, le Conseil sert de catalyseur à cette entreprise tout comme il l'a été pour les Acadiens et le journal *L'Évangéline*. Nous serions porté à croire que cette seconde collecte de fonds s'avère moins difficile en raison de l'expérience acquise lors de la campagne de 1943. Il est vrai que les membres du Conseil ont développé des habiletés qui leur permettent de se prémunir contre certains aléas. Mais la collecte de fonds pour la radio française dans l'Ouest relève d'une tout autre réalité, car bien des difficultés sont liées au climat social et politique dans le lequel les gouvernements provinciaux exercent le pouvoir et à la résistance active de certains groupes religieux.

L'appui de Pouliot revêt une double dimension : à titre de président du Conseil, il pose les jalons de la campagne et se porte à la défense des francophones de l'Ouest. Bien que le poste qu'il occupe au sein du Bureau des gouverneurs lui permette d'anticiper certaines réactions hostiles au projet, Pouliot ne peut prévoir toutes les conspirations qui se trament contre lui en coulisse. Celles-ci proviennent principalement de la United Church et des loges orangistes, qui ne veulent pas qu'il soit réélu comme membre du Bureau des gouverneurs parce qu'il représente les intérêts des Canadiens français dans la lutte pour une radio française dans l'Ouest et, du même coup, parce qu'il est perçu comme un représentant de la religion catholique (Gosselin, 1945a; Canuel, 2019, p. 71). La stratégie déployée pour assurer le succès de la souscription s'annonce parfois difficile, parfois complexe. L'intervention de tous les acteurs francophones dans cette lutte demeure la clé de la réussite, affirme Pouliot : « tous ensemble nous avons la même mission, et je suis sûr que tous ensemble, nous la remplirons », rapporte le journal albertain *La Survivance* (cité dans « Une souscription en vue », p. 1).

L'amorce de la souscription dans l'Ouest

À l'été 1943, lors de sa visite dans l'Ouest, Pouliot rencontre divers représentants d'associations et diverses personnalités influentes des milieux francophones des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Depuis la réunion des 14 et 15 août 1941, où les représentants des trois provinces ont discuté de la construction de quatre stations de radio et du lancement d'une souscription dans les trois provinces, les gens de l'Ouest ont, plus que jamais, acquis la certitude que la création de stations radiophoniques françaises

2. Pour simplifier notre propos, nous utilisons l'appellation Conseil de la vie française plutôt que Comité permanent de la survivance française en Amérique.

est nécessaire pour conserver leur foi et leur langue³. Lors d'une réunion du Conseil en septembre 1943, le D^r Léon-Omer Beauchemin, délégué de l'Alberta et président général de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), parle au nom des trois associations nationales des Prairies en déclarant : « nous avons absolument besoin, pour survivre, de postes radiophoniques français. Nous les aurons » (cité dans Gosselin, 1945b, p. 36). Convaincu que la construction de stations privées est possible, Pouliot propose aux membres du Conseil d'organiser une collecte de fonds au Québec afin de fournir un montant équivalant aux sommes amassées dans l'Ouest.

En préparation à la souscription, l'abbé Paul-Émile Gosselin, secrétaire du Conseil, rencontre les représentants d'associations de l'Ouest pour discuter des modalités techniques et commerciales du projet. À son retour, il informe les membres du Conseil des étapes de préparation d'un tel projet :

avant de lancer une campagne de souscription, il faudrait s'assurer que la Société Radio-Canada accordera les permis pour l'érection des postes, trouver des sites permettant à chaque poste d'atteindre le groupe français de sa province, enfin avoir une idée précise du coût de l'installation et du fonctionnement. (Gosselin, 1967, p. 64)

Les démarches qu'il entreprend permettent d'obtenir des conseils d'experts sur ces questions et de monter un dossier complet en vue de présenter une demande auprès du Bureau des gouverneurs. Malgré une préparation minutieuse pour naviguer entre les écueils, les obstacles relèvent non pas nécessairement d'aspects techniques ou de rentabilité, mais plutôt de la conviction que le français ne doit pas dépasser les limites du Québec et, de façon insidieuse, la crainte que l'Église catholique ne répande sa domination dans ces provinces. Ces deux objections se manifestent sous différents traits. Nous limitons notre propos à quelques exemples ayant une incidence considérable sur le lancement de la souscription.

La campagne de financement au Québec est retardée pour ne pas nuire au renouvellement du mandat de Pouliot au Bureau des gouverneurs. Dans une courte lettre, Pouliot fait part à l'abbé Maurice Baudoux, secrétaire général de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC), de la lutte engagée contre le renouvellement de son mandat comme membre du Bureau des gouverneurs et établit une corrélation directe entre sa nomination et la campagne : « Toute la lutte qui s'est faite contre moi de la part des Loges orangistes [...] il va falloir se préparer. Je sens qu'une lutte extrêmement violente se poursuit dans l'ombre contre nos projets⁴ » (Pouliot, 1945).

3. Pour une description complète : Souscription en faveur de Radio-Ouest-Française : raisons de souscrire. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-02.

4. Voir également : Pouliot, A. (1944a). Lettre d'Adrien Pouliot à M^{fr} Georges Cabana. Archives de l'Université Laval, P168, 4, 1, 5; Gosselin, P.-É. (1945e, 9 juin). Lettre de Paul-Émile Gosselin à Maurice Baudoux. Archives de la Ville de Québec, P52-9(c), 1579-11; Pouliot, A. (1945, 20 janvier). Lettre d'Adrien Pouliot à Maurice Baudoux. Archives de la Ville de Québec, P52-9(c), 1579-11.

En Alberta, la réaction du gouvernement provincial est sans équivoque. Craignant qu'un permis d'une radio française ne soit accordé, le ministre des Chemins de fer et du Téléphone, William A. Fallow (1945), fait parvenir aux membres du Bureau des gouverneurs un texte d'opposition qui, selon lui, a été adopté sans voix dissidente par son gouvernement. En bref, Fallow prétend que l'anglais est la langue prédominante dans l'Ouest, que le français ne doit pas dépasser les frontières du Québec, que l'octroi d'un tel permis menacerait l'unité canadienne, que la minorité francophone de l'Alberta ne doit pas avoir de traitement particulier par rapport aux autres ethnies de la province, et autres raisonnements du même genre. Il n'y a pas que le gouvernement albertain qui s'oppose à la radio française. Le directeur du journal *Le Jour*, Jean-Charles Harvey, publie un article intitulé « Radio-Désunion » d'un francophone de l'Alberta qui conserve l'anonymat et se demande pourquoi les Canadiens français de sa province auraient un avantage supérieur par rapport aux autres ethnies (Allemands, Ukrainiens, Scandinaves, etc.) quand celles-ci sont supérieures en nombre (Harvey, 1945, p. 1-8).

Quant à l'Église anglicane, l'objection n'est pas ouvertement exprimée. Elle demeure plus subtile, mais non moins préjudiciable. Les idées reçues à l'encontre du Québec sont tenaces et un projet comme la radio suscite encore plus d'appréhensions. Dans un document intitulé « Nécessité des postes français dans les provinces de l'Ouest », l'auteur fait part au lecteur des difficultés de la souscription : « celle-ci sera beaucoup plus difficile que celle de la Presse acadienne [...] chez certains gouverneurs de Radio-Canada, il existe l'impression que cette question de radio constitue une ingérence du Québec pour développer son emprise dans les autres provinces⁵ ».

S'agit-il d'une ingérence religieuse, politique ou économique? L'auteur ne le précise pas, mais des représentants d'églises protestantes affirment que le projet de la radio dans l'Ouest est soutenu par l'Église au Québec. Dans toute cette agitation sociale, Pouliot est pris pour cible par les opposants de la radio non seulement parce qu'il représente les intérêts des Canadiens français, mais aussi parce qu'il est identifié comme un apôtre de la religion catholique (Pouliot, 1948).

L'appui du Québec à la souscription

Dès 1943, Pouliot affirme que le Conseil se dit prêt à appuyer l'organisation de l'Ouest, mais s'oppose à une souscription dans l'Est :

[...] une souscription organisée par le Comité Permanent [Conseil] serait certainement connue des Gouverneurs qui craignent une réaction parmi la population anglaise de l'Ouest et qui

5. Nécessité des postes français dans les provinces de l'Ouest. Voir le sous-titre : Difficulté de la souscription. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-02, p. 4-5.

profiteraient de cette souscription qu'ils ont moralement interdite, pour refuser, plus tard, les autres postes⁶. (Denis, 1944b)

Après des discussions intenses avec les autres membres du Conseil, Pouliot finit par accepter l'idée d'une souscription au Québec à la condition qu'elle soit demandée par des groupes de l'Ouest. La position définitive qu'il adopte rallie tout le monde : le secrétariat général de Radio-Ouest-Française (ROF), organisme représentant les associations nationales, va lancer un appel à tous les Canadiens français du pays et le Conseil de la vie française va répondre positivement sans que Pouliot soit directement impliqué⁷ (D'Eschambault, s.d.).

En dépit de nombreuses résistances et tractations de certains gouverneurs, qui bénéficient de l'appui d'organismes et de journaux anglophones pour contrecarrer le projet de la radio, les francophones de l'Ouest obtiennent finalement gain de cause. Le 8 mai 1944, le Bureau des gouverneurs vote en majorité l'octroi d'un permis pour la station de radio de Saint-Boniface (CKSB). Mentionnons qu'il s'agit de la première station francophone à l'extérieur du Québec, affiliée à Radio-Canada et inaugurée le 27 mai 1946. Dans l'intervalle, la bataille n'est pas pour autant gagnée. Bien des écueils restent à surmonter. À la suite de l'obtention du permis, le ministre des Munitions et des Approvisionnements, Clarence Decatur Howe, freine le projet en utilisant le prétexte de la rareté de l'acier, mais ses intentions véritables portent sur la crainte de déplaire à l'élément anglo-saxon (Bocquel, 1996, p. 30). Les pressions exercées par l'archevêque de Québec, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, et M^{gr} Georges Cabana, coadjuteur de l'archidiocèse de Saint-Boniface, auprès du premier ministre, Mackenzie King, et du ministre de la Justice, Louis St-Laurent, contraignent Howe à signer l'autorisation du permis de Saint-Boniface (D'Eschambault, 1944; Pouliot, 1944b).

L'organisation de la souscription au Québec

À l'échelle nationale, le Conseil de la vie française appuie les nominations de Raymond Denis et de l'abbé Gosselin à titre de responsables de la souscription à travers le Canada. À un plus haut degré, M^{gr} Cabana approuve officiellement la prise en charge de la campagne par le Conseil et, en retour, obtient du cardinal Villeneuve l'entière collaboration de l'épiscopat du Québec. Au niveau des organisations, les responsables s'entendent sur leurs rôles respectifs. Dans une lettre adressée à l'abbé Gosselin, Baudoux écrit :

Si je comprends bien l'attitude et le dessein du Comité, Radio-Ouest Française demande au Comité de bien vouloir organiser et tenir une campagne de souscription dans l'Est pour

6. [Denis (1944a)] écrit à Baudoux : « Les Gouverneurs réprouvent absolument toute campagne de souscription en faveur de l'Ouest. »

7. La demande officielle se trouve consignée au procès-verbal de la réunion du 18 janvier 1945. Gosselin, P.-É. (1945a, 1^{er} février). Lettre de Paul-Émile Gosselin à Maurice Baudoux. Archives de la Ville de Québec, P 52-9(c), 1579-11.

aider à la construction de postes canadiens-français dans l'Ouest. Le Comité acceptant, c'est lui qui organise tout. Nous nous mettons à son service par tous les moyens qu'il désignera. (Baudoux, 1945c)

À l'échelle provinciale, la souscription au Québec commence officiellement le 21 mai 1945. Comme nous l'avons souligné, le retard est dû principalement à la réélection de Pouliot au Bureau des gouverneurs en février 1945. Dès le départ, le Conseil obtient la collaboration des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM) et de Québec (SSJBQ), qui se constituent en comité central en divisant le Québec en deux régions. Les principaux organisateurs, Raymond Denis et le président d'honneur du Conseil, le notaire Cyrille-F. Delâge, coordonnent respectivement les régions de Montréal et de Québec. L'objectif fixé pour le Québec est de 150 000,00 \$.

Au plan national, une correspondance régulière permet de développer une collaboration à plusieurs niveaux entre les organismes de l'Ouest et de l'Est. À titre d'exemple, ROF s'attend à ce que le Conseil encadre la publicité visant à informer les gens de l'Ouest et de l'Est, tandis que le Conseil demande à l'abbé Baudoux de donner une causerie sur les ondes du réseau français de Radio-Canada pour informer les auditeurs du bien-fondé de la souscription.

De son côté, l'abbé Gosselin publie une brochure de 48 pages qui se veut un appel en faveur des « Canadiens français de l'Ouest menacés dans l'intimité même de leurs foyers » (Gosselin, 1945b, p. 3; Baudoux, 1945b) et qui sert de référence aux comités de souscription. Il envoie également à tous les journaux français du Canada et des États-Unis un article pour faire la promotion de la souscription. Mentionnons qu'à la base « les curés jouent un rôle indispensable du fait qu'ils sont plus près de leurs paroissiens [...] Les conférences, les rencontres avec des groupes de discussion, la publicité dans les journaux et les causeries radiophoniques s'avèrent d'excellents canaux de diffusion » (Canuel, 2019, p. 63-64). La contribution des principaux journaux de l'Est et de l'Ouest est également mise à profit, notamment *Le Devoir* (Québec), *La Liberté et le Patriote* (Manitoba) et *La Survivance* (Alberta).

En marge de cette publicité informative, les organisateurs du Québec planifient une tournée dans les diocèses de la province en compagnie d'une délégation épiscopale de l'Ouest et des représentants de ROF. Le lancement de la campagne connaît des ratés en raison du retard dans la publicité et du manque d'information de la population. L'abbé Gosselin l'admet : « Il est certain que l'opinion n'est guère préparée à notre campagne. Nous étions réduits au silence jusqu'ici, à cause de la situation de monsieur Pouliot » (Gosselin, 1945d). Pendant ce temps, les tâches s'accumulent, ce qui rend encore plus difficile la réalisation des projets. À ce propos, Denis s'inquiète du silence de l'abbé Gosselin :

Votre lettre du 6 juillet m'a un peu déçu. Évidemment, vous avez traversé une crise de découragement. Je ne retrouve pas l'Abbé Gosselin que j'ai toujours connu si combattif et si

tenace. Je suis persuadé que la grande erreur qui a été commise c'est de tenter la souscription en pleine période électorale, sans organisation suffisante. Il n'y a pas de raison, après avoir réussi la souscription pour le journal de M^{gr} Robichaud, que nous manquions celle-ci. (Denis, 1945e)

Deux mois plus tard, l'abbé Gosselin semble toujours éprouver le même accablement : « Je ne puis pas vous accuser d'écrire bien souvent et je me demande ce que vous devenez. Avez-vous l'intention de reprendre la souscription à l'automne, ou bien l'abandonnez-vous définitivement? » De son côté, Denis confie à l'abbé Gosselin : « Je sais que j'y passe les trois quarts de mon temps, y compris les dimanches, jours de fête et mes soirées. Je n'avais jamais eu entre les mains une campagne demandant autant de travail » (Denis, 1945f).

La campagne de souscription ne semble pas suivre une trajectoire continue, et les résultats s'en ressentent. Bien que la plupart des diocèses du Québec fassent des progrès appréciables ou atteignent leurs objectifs, quelques-uns ne donnent pas satisfaction, pour reprendre l'expression de Denis. En mai 1945, Denis affirme que partout les curés sont très bien disposés, mais que la difficulté est la même que celle rencontrée par l'abbé Gosselin : comment s'y prendre pour atteindre le grand public? Une des stratégies envisagées consiste à contacter les évêques de l'Ouest pour leur demander de rencontrer les paroissiens dans les différents diocèses du Québec, particulièrement dans les régions qui tardent à produire des résultats (voir Denis, 1945b, 1945c, 1945g, 1945h). Denis soutient que si les évêques de l'Ouest, présents au Québec, lancent un appel aux fidèles, le message aura une influence considérable.

En septembre 1945, les organisateurs déplorent que la campagne de souscription ne connaisse pas le succès escompté. Nous pouvons mieux mesurer leur déception en lisant certains extraits de correspondance entre Denis et l'abbé Gosselin lors de cette période sombre :

- Saint-Hyacinthe : désappointant... j'ai téléphoné à quatre reprises sans obtenir satisfaction.
- Saint-Jean : rien n'est fait malgré plusieurs visites.
- Joliette : j'ai dû les relancer trois ou quatre fois pour les organiser.
- Mont-Laurier : doit s'organiser avant la fin du mois.
- Amos : un père Oblat part ce matin pour organiser la souscription. Objectif : 2 000,00 \$ et je ne serais pas surpris que nous n'obtenions pas ce montant.
- Je n'ai aucune nouvelle de Chicoutimi, Nicolet et Sherbrooke.
- Saint-Jean : diocèse de Saint-Jean où il n'y a encore rien de fait.
- Québec : la campagne n'a rapporté que 20 000,00 \$ dans le diocèse de Québec alors que l'objectif était de 35 000,00 \$⁸.

8. Les extraits proviennent de diverses correspondances : Denis, R. Lettres de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin, 5 septembre 1945; 17 septembre 1945; 29 septembre 1945, Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03; Gosselin, P.-É. Lettre de Paul-Émile Gosselin à Raymond Denis. 12 septembre 1945, Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.

La campagne ne connaît pas que des difficultés liées au déroulement de ses propres activités. D'autres facteurs externes causent son retard. Denis écrit :

Jusqu'à présent, il m'a été impossible de faire quoi que ce soit au sujet de la souscription parce que la campagne de la Fédération des œuvres de Charité canadiennes-françaises ne s'est terminée qu'avant-hier soir [...] Le résultat, c'est que tous les Comités ont dû travailler d'arrache-pied [...] Comme nous serons obligés dans bien des cas de nous servir des mêmes personnes, il va falloir leur donner le temps de se reposer [...] Nos curés de paroisses entre autres ne seront pas faciles à manœuvrer en raison même des sommes énormes qu'on leur a demandées pour la Fédération. (Denis, 1945a)

Malgré les difficultés rencontrées, l'optimisme renaît peu à peu. Certaines autorités ecclésiastiques s'engagent à atteindre les objectifs fixés et croient fermement que leurs paroissiens donneront généreusement. De son côté, Denis espère relancer la campagne dans certaines régions et prêter main-forte à des diocèses qui ne relèvent pas de son autorité à titre d'organisateur. Mentionnons enfin que les personnes-ressources ou organismes de langue française de l'Ontario, des États-Unis et de l'Acadie contribuent de façon modeste à la campagne, mais n'en sont pas moins dévoués à la cause (voir tableau 1). Malgré les difficultés rencontrées, la souscription de 1945 connaît un franc succès.

Tableau 1
Résultats de la souscription pour Radio-Ouest-Française, 27 juin 1946

1. Province de Québec			
Région de Montréal	Résultats	Région de Québec	Résultats
Diocèse de Montréal	75 229,70 \$	Diocèse de Québec	34 098,44 \$
Diocèse de Saint-Hyacinthe	14 065,80 \$	Diocèse de Trois-Rivière	15 289,00 \$
Diocèse de Joliette	7 000,00 \$	Diocèse de Nicolet	8 346,34 \$
Diocèse de Valleyfield	8 040,00 \$	Diocèse de Rimouski	7 502,00 \$
Diocèse de Saint-Jean	7 912,63 \$	Diocèse de Chicoutimi	3 505,00 \$
Diocèse de Sherbrooke	5 284,41 \$	Diocèse du golfe du Saint-Laurent	1 262,18 \$
Diocèse de Mont-Laurier	2 092,67 \$	Diocèse de Gaspé	1 238,09 \$
Diocèse d'Amos	1 090,73 \$	Divers intérêts	771,91 \$
Total province de Québec			192 728,90 \$
2. Province de l'Ontario		3. Nouvelle-Angleterre	
	Résultats		Résultats
Diocèse d'Ottawa	12 160,16 \$		1 974,25 \$
Diocèse de Timmins	2 016,25 \$	4. Acadie	
Diocèse Sault-Saint-Marie et Sudbury	916,16 \$		1 682,25 \$
Diocèse de Hearst	500,00 \$		
Divers	278,00 \$		
Total province de l'Ontario		TOTAL GÉNÉRAL	
	15 870,57 \$		212 254,97 \$
		Frais généraux de la souscription	
			10 428,51 \$

La souscription en Ontario, aux États-Unis et en Acadie

La collaboration entre les organismes de Canadiens répond à une exigence particulière :

les stratégies proposées par les gens de l'Est et de l'Ouest passent par le Comité permanent d'autant plus que ses membres entretiennent une étroite collaboration avec le clergé pour prévenir les aléas du moment et les conseiller sur toute action vis-à-vis du gouvernement fédéral, des médias ou encore des communautés anglophones parfois réfractaires. (Canuel, 2019, p 62)

L'appui à la souscription en dehors du Québec se limite à quelques régions de l'Ontario, des États-Unis et de l'Acadie. Ceux qui acceptent d'y participer sont, pour la plupart, des personnes impliquées dans les activités du Conseil ou des représentants d'associations patriotiques. Cette structure permet ainsi au Conseil d'obtenir une collaboration des membres hors Québec et d'assurer une représentation géographique des groupes français situés au Canada et aux États-Unis.

L'Ontario ainsi que les États-Unis et l'Acadie constituent des contreforts du bloc français en Amérique. En outre, les organisateurs veulent démontrer à la face du monde que les francophones d'Amérique sont unis et :

lancent un message clair à ceux qui seraient tentés de penser que les minorités ne peuvent assurer leur survivance et s'épanouir dans leur langue, religion et culture parce qu'elles vivent en dehors du Québec et qu'elles sont plus vulnérables aux influences anglophones (Canuel, 2020, p. 257).

Lors de la souscription de 1943, l'archevêque de Moncton, M^{gr} Norbert Robichaud, emploie le terme « avant-postes » pour signifier que les minorités ont été placées « tout autour de la Province de Québec [...] comme une ceinture d'avant-postes stratégiques destinés à la défendre contre les infiltrations étrangères... » (Robichaud, 1943, p. 11). Cet esprit de collaboration permet aux minorités de contribuer à un projet sociétal national tout en luttant pour la survivance des minorités.

La souscription en Ontario

Bien que la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario accepte de prendre en charge la souscription à l'échelle provinciale, seulement quelques régions y contribuent financièrement. La section d'Ottawa joue un rôle de premier plan, en particulier pour le lancement de la campagne dans la partie « québécoise » du diocèse. À cet égard, Denis rencontre les dirigeants d'Ottawa pour discuter du lancement de la campagne, prévu le 21 octobre 1945, et fixer l'objectif à atteindre. Les contributions d'autres régions ontariennes proviennent principalement du Nord de l'Ontario (Sudbury, Timmins, Hearst, Sault-Sainte-Marie). M^{gr} Louis Rhéaume, évêque de Timmins, est un ardent défenseur des francophones. Il apporte une contribution personnelle de 1 000,00 \$ en plus des sollicitations qu'il adresse

aux villes du Nord de l'Ontario et du Québec. L'appui au Conseil ne se limite pas qu'à la souscription. Le président de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario, Ernest Desormeaux, occupe le poste de directeur pour l'année 1945-1946 et occupe la présidence du Conseil de 1947 à 1949.

États-Unis

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les communautés franco-américaines peuvent difficilement contribuer à l'essor des communautés francophones du Canada. Lors de la souscription de 1943 pour le journal *L'Évangéline*, le président de l'Association franco-américaine, Adolphe Robert, répond à Gosselin : « [...] le Comité agit sagement en ne demandant pas de souscription aux groupes extérieurs. Nous avons déjà assez de misère à faire vivre nos propres œuvres » (Robert, 1943).

L'abbé Adrien Verrette, curé de Plymouth, au New Hampshire, qui succède à Ernest Desormeaux à la présidence du Conseil de 1949 à 1953, explicite la position de l'Association franco-américaine dans *L'Action catholique* en déclarant : « Notre modeste offrande [226,00 \$] nous voulons la faire au nom de tant de compatriotes qui voudraient bien aider, mais qui ne le peuvent pas⁹ » (Verrette, 1943, p. 4). Deux ans plus tard, le Conseil n'ose demander à l'Association de contribuer à la souscription de ROF, considérant sans doute que les Franco-Américains n'en ont pas les moyens financiers. Mais il y a revirement de situation. Dans la lettre qu'il fait parvenir à l'abbé Gosselin, Robert présente une ébauche du communiqué qu'il veut adresser à tous les Franco-Américains. Nous pouvons y lire :

Nos frères de l'Ouest n'ont pas voulu faire appel à l'aide des Franco-Américains, présumant sans doute que nous en avons déjà assez de nos problèmes. Mais, ce qu'ils n'ont pas osé demander, les Directeurs de l'Association Canado-Américaine l'osent en sollicitant [...] une souscription au profit de Radio-Ouest-Française. Nous lançons cette souscription en vertu du principe de solidarité qui doit unir tous les groupes français d'Amérique. Il ne faut pas que le français meure aux avant-postes¹⁰. (Robert, 1945)

La souscription aux États-Unis rapporte la somme de 1 974,25 \$. Somme modeste, oserions-nous dire! Compte tenu du contexte franco-américain d'après-guerre¹¹, ce montant représente une contribution importante de la part des représentants de l'Église catholique et de deux grandes associations : l'Association canado-américaine et l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique.

9. La contribution de l'abbé Verrette est de 110,00 \$ sur 226,00 \$.

10. Voir également : Nos compatriotes franco-américains vont faire leur part en faveur de la radio. (1945, 12 décembre). *La Survivance*, p. 1.

11. Pour une meilleure compréhension du contexte franco-américain d'après-guerre, voir : Patenaude (2015, p. 64-66).

Acadie

En juin 1945, Denis écrit à l'abbé Gosselin : « Je reçois une lettre de monsieur LeGresley, de Moncton, me disant que personne ne semble s'occuper de la souscription en faveur de Radio-Ouest-Française et que rien ne bouge » (Denis, 1945d). Ce n'est que six mois plus tard, soit en décembre 1945, que le D^r Georges-L. Dumont, membre du Conseil et futur président (1953-1955), soulève à nouveau la question de la souscription en Acadie :

Depuis longtemps, je me demandais si, en Acadie, nous allions faire quelque chose en faveur de la radio-ouest française. J'attendais toujours qu'en haut lieu, nous recevions le mot d'ordre et qu'une véritable campagne serait organisée dans nos diocèses acadiens. J'ai lu, par ailleurs, dernièrement les petites allusions de M. Omer Héroux, dans le *Devoir*, et cela a un peu piqué ma fierté, comme membre du Comité de la Survivance.

C'est donc avec l'approbation de mon curé – qui s'est chargé d'en pressentir S. E. M^{gr} Le Blanc, qui a vu la chose d'un très bon œil – que je me suis mis en frais de lever, ici, un semblant de campagne, en faveur de la radio-ouest. (Dumont, 1945)

Dumont reconnaît que les propos d'Omer Héroux ont piqué sa fierté. Il fait vraisemblablement référence à l'article intitulé « L'intervention des Franco-Américains » et paru le 4 décembre 1945, dans lequel le journaliste cite en exemple la solidarité des Franco-Américains : « [Leur intervention] est d'abord une manifestation de solidarité. Les Franco-Américains affirment par là qu'ils n'entendent rester étrangers à rien de ce qui concerne le maintien et le progrès de la vie française dans leur pays d'origine » (Héroux, 1945b).

Qu'en est-il de l'Acadie? En 1945, le journal acadien *L'Évangéline* ne publie aucun article de fond et ne fait aucun battage publicitaire en faveur de la radio de l'Ouest. Parmi les articles parus dans le journal *Le Devoir* entre le 20 novembre et le 12 décembre 1945, un seul fait allusion, en quelques mots seulement, aux provinces maritimes, en affirmant que l'Île-du-Prince-Édouard a décidé de s'engager dans la souscription, que le Nouveau-Brunswick va faire de même et sûrement la Nouvelle-Écosse (Héroux, 1945a).

Considérant l'aide substantielle de 106 197,30 \$ que l'Acadie a reçue en 1943, nous serions en mesure de nous attendre à un élan de générosité de sa part pour ses frères de l'Ouest. Force nous est de constater que le total de la souscription acadienne pour la radio est moindre que celui de la Nouvelle-Angleterre (*cf.* tableau 1). Nous nous gardons toutefois de porter un jugement critique sur la situation puisque d'autres facteurs ont pu avoir une incidence sur ce résultat. Néanmoins, une question demeure. S'agit-il, comme le laisse entendre Dumont, d'un manque d'intérêt des autorités concernées, celles-là mêmes qui ont sollicité les francophones du Canada et des États-Unis lors de leur campagne de souscription? Nous pouvons également nous questionner sur la lenteur des résultats, qui tardent à venir. La lettre que l'abbé Gosselin fait parvenir à deux membres acadiens du Conseil,

Calixte Savoie, secrétaire-trésorier de la Société l'Assomption, et le D^r Dumont, à propos des résultats de la souscription en Acadie nous laisse songeur :

Tous les secteurs de Québec et de l'Ontario, sauf un, ont fait rapport. Je vous serais bien obligé de me dire si le travail de souscription est terminé dans votre région et si nous devons nous en tenir aux rapports reçus à date, tels qu'indiqués sur le document annexé à cette lettre¹²? (Gosselin, 1946c)

En fin de compte, ce qui importe, ce n'est pas tant la somme obtenue que le principe de solidarité qui permet de rassembler les minorités autour d'un projet commun. C'est du moins le souhait de Denis à propos de l'Acadie : « il serait heureux si quelque chose pouvait se faire afin d'affirmer la solidarité nationale à travers toutes les provinces » (Denis, 1945d). Cette réflexion n'est pas sans nous rappeler celle de M^{gr} Robichaud, qui affirmait en 1943 : « C'est pourquoi nous n'avons pas craint de faire appel à tous nos frères des provinces voisines, pour leur demander, au nom de la solidarité qui doit nous tenir unis, de bien vouloir contribuer une petite part à l'œuvre... » (Robichaud, 1943, p. 4, 13).

La souscription dans l'Ouest et le Québec : un parcours difficile

Selon l'abbé Baudoux, toute campagne de souscription comprend trois étapes : la publicité, l'organisation et la perception. Ces éléments s'imbriquent les uns dans les autres, et si le premier fait défaut, les deux autres risquent fort de connaître des ratés. Se référant à la campagne dans les provinces de l'Ouest, Baudoux affirme à propos de la publicité que la décision de Saint-Boniface de ne rien faire paraître dans les journaux canadiens-français de l'Ouest a rendu très difficile la première étape. Quant à l'organisation, il soutient que la campagne de publicité n'a pu être efficace, ce qui a complexifié la situation locale, et conclut que la perception s'est beaucoup ressentie des lacunes susmentionnées. Les moyens de faire connaître efficacement l'importance de l'entreprise, dit-il, ont fait défaut pour un trop grand nombre et, par conséquent, le succès n'est pas ce qu'il aurait pu être (Baudoux, 1944a). Baudoux admet que « c'est en mai-juin qu'il aurait fallu visiter les groupes. À partir de la mi-juillet [...] c'était trop tard pour bien réussir [...] nous sommes entrés en conflit avec les organisations paroissiales... » (Baudoux, 1944b). Qu'à cela ne tienne! En février 1945, il se dit très satisfait des résultats obtenus, étant donné que, dans les trois provinces, la campagne rapporte près de 170 000,00 \$ alors que l'objectif premier était de 100 000,00 \$¹³.

12. Le document annexé à la lettre de Gosselin fait état de 482,25 \$. Trois mois plus tard, le journal *La Survivance* (Gosselin, 1946d, p. 8) publie les résultats définitifs, dont le montant pour l'Acadie s'élève à 1 682,25 \$. <http://peel.library.ualberta.ca/newspapers/LSV/1946/06/19/8/>

13. La population de l'Ouest a versé une souscription de près de 170 000,00 \$ (Lapointe et Tessier, 1986, p. 301). Ce chiffre est corroboré par André Lalonde (1995, p. 144).

La souscription dans l'Est du Canada connaît également un véritable succès. Au Québec, l'objectif initial de 150 000,00 \$ est dépassé de plus de 42 700,00 \$, sans compter la contribution de l'Ontario, de la Nouvelle-Angleterre et de l'Acadie. Bien que les deux organisations connaissent sensiblement les mêmes difficultés, à savoir le report du lancement de la souscription, le tollé anti-français dans l'Ouest qui se répercute dans l'Est avec la réélection de Pouliot, les lacunes d'une campagne publicitaire déficiente ou encore l'interférence avec d'autres campagnes de sollicitation, le résultat final n'en est pas moins couronné de succès.

Conclusion

La campagne de 1945 témoigne d'une grande réussite et le mérite en revient principalement au Conseil de la vie française et à ses principaux collaborateurs, en particulier Raymond Denis, l'abbé Gosselin et, par extension, l'abbé Baudoux. Ces trois figures de proue ont été les pivots de la campagne de financement, et nous pouvons avancer l'hypothèse que, sans eux, la campagne n'aurait pas connu un tel succès. Denis et l'abbé Gosselin ont acquis une expérience pratique lors de la souscription de 1943 en tissant des liens étroits avec les élites sociales et religieuses du Canada français, en développant une confiance réciproque avec des organismes comme la Société Saint-Jean-Baptiste, la Société du parler français, la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario ou encore avec les médias tels Radio-Canada, *Le Devoir*, *La Survivance*, etc. Pour sa part, l'abbé Baudoux n'en est pas à ses premières armes. Surnommé le père de la radio française de l'Ouest, il défend la cause de la radio bien avant la campagne de 1945. En février 1938, il fait partie d'une des quatre commissions d'étude mises sur pied par le Conseil de la vie française, dont l'une porte sur la radio, le cinéma et la presse. Il est également l'auteur d'un manifeste sur la radio dans l'Ouest servant de référence dans les années 1940 dans la défense des intérêts des Canadiens français des trois provinces¹⁴ (Gosselin, 1940). Le 14 août 1941, il convoque six représentants des provinces de l'Ouest :

L.-O. Beauchemin, président de l'ACFA, Paul-Émile Breton, o.m.i., directeur du *Patriote de l'Ouest*, Antonio de Margerie, du secrétariat de l'ACFC, Antoine d'Eschambault, de Saint-Boniface, Sauveur Marcoux, ministre du gouvernement Garson, le curé Donat McDougal et M^{sr} Bourdel [...] C'est au cours de cette réunion que la décision a été prise de construire quatre postes [...] et de lancer une souscription dans chaque province avant de faire appel au Québec par l'intermédiaire du Comité permanent de la survivance¹⁵. (Robillard, 2009, p. 220-221)

Au cours des années 1940, le Conseil de la vie française démontre son efficacité à répondre aux besoins des groupes minoritaires. Du même coup, il acquiert ses lettres de noblesse et rassemble les élites sociales et religieuses du Canada français et celles de la

14. Deux décennies plus tard, Gosselin écrit : « De ce document et de ces préoccupations, devaient naître, quelques années plus tard, les quatre postes radiophoniques français de l'Ouest canadien » (Gosselin, 1967, p. 19).

15. Voir également : Les débuts de la radio de langue française dans l'Ouest : une application du principe du bilinguisme fédéral. (1971, 19 mai). *La Liberté et le Patriote*, p 5.

Nouvelle-Angleterre en vue de soutenir, entre autres, deux projets mobilisateurs que sont les souscriptions de 1943 et de 1945 dans les communautés francophones de l'Est et de l'Ouest.

Références

- Baudoux, M. (1944a, 7 octobre). La souscription dans l'Ouest. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-06.
- Baudoux, M. (1944b, 1^{er} décembre). Lettre de Maurice Baudoux à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Baudoux, M. (1945a, 18 janvier). Lettre de Maurice Baudoux à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(c), 1579-11.
- Baudoux, M. (1945b, 17 février). Lettre de Maurice Baudoux à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(c), 1579-11.
- Bocquel, B. (1996). *Au pays de CKSB, 50 ans de radio française au Manitoba : grand reportage*. Éditions du Blé.
- Canuel, A. (2019). Le rôle de l'Église catholique, du Conseil de la vie française et de Paul-Émile Gosselin dans le développement de la radio française au Canada, 1940-1955. *Études d'histoire religieuse*, 85(1-2), p. 59-75. <https://doi.org/10.7202/1064565ar>
- Canuel, A. (2020). Le journal *L'Évangéline* et la souscription au Québec. *La Société historique acadienne, Les Cahiers*, 51(4), p. 233-259.
- Denis, R. (1944a, 11 mai). Lettre de Raymond Denis à Maurice Baudoux. Archives de la Saskatchewan, R-128, 15.
- Denis, R. (1944b, 5 juin). Lettre de Raymond Denis à Maurice Baudoux. Archives de la Saskatchewan, R-128, 37(a).
- Denis, R. (1945a, 24 février). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Denis, R. (1945b, 28 avril). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Denis, R. (1945c, 30 mai). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Denis, R. (1945d, 28 juin). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Denis, R. (1945e, 7 juillet). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Denis, R. (1945f, 5 septembre). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.

- Denis, R. (1945g, 12 septembre). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Denis, R. (1945h, 17 septembre). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Denis, R. (1945 i, 29 septembre). Lettre de Raymond Denis à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- D'Eschambault, A. (s.d.). Rapport de la visite de l'abbé D'Eschambault à Québec et Montréal relativement aux intérêts de Radio-Ouest-Française. Archives provinciales de l'Alberta, 80.226, n° 1170.
- D'Eschambault, A. (1944, 15 janvier). Lettre d'Antoine D'Eschambault à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a)-1577-03.
- Dumont, G. (1945, 11 décembre). Lettre de Georges Dumont à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a)-1577-03.
- Fallow, W. A. (1945). Submission to the Board of Governors of the Canadian Broadcasting Corporation in opposition to the application for a French language station in Alberta. Archives provinciales de l'Alberta, 80.226, n° 1181, boîte n° 68, 4 p.
- Gosselin, P.-É. (1940, 27 février). Manifeste des Associations nationales provinciales des Prairies : Radio-Canada et le français dans l'Ouest. Archives de la Saskatchewan, R-128, 149(j).
- Gosselin, P.-É. (1945a, 12 septembre). Lettre de Paul-Émile Gosselin à Raymond Denis. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Gosselin, P.-É. (1945b, mars). Radio-Ouest française. *Pour Survivre*, 7(1), Comité Permanent de la Survivance française en Amérique, Université Laval, p. 1-48.
- Gosselin, P.-É. (1945c, 1 février). Lettre de Paul-Émile Gosselin à Maurice Baudoux. Archives de la Ville de Québec, P52-9(c), 1579-11.
- Gosselin, P.-É. (1945d, 1^{er} mars). Lettre de Paul-Émile Gosselin à Raymond Denis. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Gosselin, P.-É. (1945e, 9 juin). Lettre de Paul-Émile Gosselin à Maurice Baudoux. Archives de la Ville de Québec, P52-9(c), 1579-11.
- Gosselin, P.-É. (1946a, 16 mars). Lettre de Paul-Émile Gosselin à Calixte-F. Savoie et Georges Dumont. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.
- Gosselin, P.-É. (1946b, 19 juin). La souscription à Radio-Ouest-Française dans l'Est a rapporté \$212,162.23. *La Survivance*.
- Gosselin, P.-É. (1967). *Le Conseil de la vie française*. Ferland.
- Harvey, J.-C. (1945, 7 avril). Radio-Désunion. *Le Jour*.
- Héroux, O. (1945a, 30 novembre). Une belle occasion de se reprendre. *Le Devoir*. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2780013?docsearchtext=le%20devoir%2030%20novembre%201945>

- Héroux, O. (1945b, 4 décembre). L'intervention des Franco-Américains. *Le Devoir*. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2780016?docsearchtext=le%20devoir%204%20d%C3%A9cembre%201945>
- Lalonde, A. (1995). Une mémoire de la nation : les Fransaskois. Dans J. Mahieu (dir.), *La mémoire dans la culture*. Presses de l'Université Laval, p. 137-150.
- Lapointe, R. et Tessier, L. (1986). *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*. Société historique de la Saskatchewan.
- Les débuts de la radio de langue française dans l'Ouest : une application du principe du bilinguisme fédéral. (1971, 19 mai). *La Liberté et le Patriote*, p. 5. <http://peel.library.ualberta.ca/newspapers/LLP/1971/05/19/5/>
- Levasseur-Ouimet, F. (1999). *Écoutez, vous verrez : en souvenir du 50^e anniversaire de CHFA Radio-Canada*. Félix.
- Martel, M. (1997). *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français*. Presses de l'Université d'Ottawa.
- Martel, M. (1998). *Le Canada français : récit de sa formulation et de son éclatement, 1850-1967*. Société historique du Canada, p. 1-35.
- Nécessité des postes français dans les provinces de l'Ouest : difficulté de la souscription. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-02, p. 4-5.
- Nos compatriotes franco-américains vont faire leur part en faveur de la radio. (1945, 12 décembre). *La Survivance*, p. 1. <http://peel.library.ualberta.ca/newspapers/LSV/1945/12/12/1/>
- Patenaude, A. (2015). *Le Travailleur et les intellectuels de la survivance franco-américaine face au déclin des communautés francophones de la Nouvelle-Angleterre (1945-1978)* [mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Canada]. https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8843/Patenaude_Alexandre_MA_2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Pouliot, A. (1944a, 29 février). Lettre d'Adrien Pouliot à M^{gr} Georges Cabana. Archives de l'Université Laval, P168,4,1,5.
- Pouliot, A. (1944b, 8 août). Lettre d'Adrien Pouliot à Antoine D'Eschambault. Archives de la Ville de Québec, P52-9(c), 1579-13.
- Pouliot, A. (1945, 20 janvier). Lettre d'Adrien Pouliot à Maurice Baudoux. Archives de la Ville de Québec, P52-9(c), 1579-11.
- Pouliot, A. (1948, 3 février). Lettre d'Adrien Pouliot à M^{gr} Henri Belleau. Archives de l'Université Laval, Fonds Adrien Pouliot, P168/4/2.
- Robert, A. (1943, 1 mars). Lettre d'Adolphe Robert à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1576-19.
- Robert, A. (1945, 7 novembre). Lettre d'Adolphe Robert à Paul-Émile Gosselin. Archives de la Ville de Québec, P52-9(a), 1577-03.

- Robichaud, N. (1943, avril). L'Acadie contemporaine. *Pour Survivre*, 5(2), p. 1-24.
- Robillard, D. (2009). *Maurice Baudoux, 1902-1988 : une grande figure de l'Église et de la société dans l'Ouest canadien*. Presses de l'Université Laval.
- Thériault, J. Y. (dir.) (1999). *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*. Éditions d'Acadie.
- Une souscription en vue d'établir la radio française dans l'ouest. (1943, 10 novembre). *La Survivance*, p. 1. <http://peel.library.ualberta.ca/newspapers/LSV/1943/11/10/1/>
- Verrette, A. (1943, 17 juin). Une voix franco-américaine : à nos frères d'Acadie. *L'Action catholique*, p. 4. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3522444?docsearchtext=action%20catholique%2017%20juin%201943>
- Verrette, A. (1949, avril). Le Comité de la survivance française en Amérique. *L'Œuvre des tracts*, (358), 1-16.

Mots clés

souscription, radio, Ouest, identité canadienne-française, minorité

Keywords

subscription, radio, West, French-Canadian identity, minority

Correspondance

alain.canuel@gmail.com